

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 19 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 19 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. DE GALAN

F. 97 — 2135

[S — C — 97/22672]

2 SEPTEMBRE 1997. — Règlement spécial afférent à l'arrêté royal du 19 août 1997 fixant les modalités selon lesquelles le Fonds d'Equipements et de Services collectifs affecte le produit des cotisations perçues à l'octroi de subventions à des projets d'accueil d'enfants âgés de 2,5 à 12 ans et à certains projets d'accueil d'enfants âgés de 0 à 3 ans

Vu la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, notamment l'article 7, § 2;

Vu l'arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour la promotion de l'emploi, notamment l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3;

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 107, § 1^{er}, 1^o, modifié par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982 et par la loi du 29 décembre 1990, et l'article 107, § 2, modifié par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982;

Vu l'arrêté royal du 19 août 1997 fixant les modalités selon lesquelles le Fonds d'Equipements et de Services collectifs affecte le produit des cotisations perçues à l'octroi de subventions à des projets d'accueil d'enfants âgés de 2,5 à 12 ans et à certains projets d'accueil d'enfants âgés de 0 à 3 ans,

Le Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés décide :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Ministre : le Ministre des affaires sociales;
- Office : l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;
- Comité de gestion : le Comité de gestion de l'Office;
- Commission consultative : Commission instaurée au sein du Comité de gestion et composée des représentants d'organisations d'employeurs, de travailleurs et de l'ensemble d'autres organisations et de l'Administration générale;
- Enfants de travailleurs salariés :

a) les enfants de travailleurs dont l'employeur verse, en raison de leur occupation, la cotisation visée à l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 janvier 1997 ou une cotisation d'un montant équivalent établie aux mêmes fins;

b) les enfants de travailleurs dont l'employeur est soustrait au paiement total ou partiel desdites cotisations en vertu de l'article 8, § 2, de l'arrêté royal du 27 janvier 1997;

c) les enfants de personnes bénéficiaires de prestations sociales de remplacement dont l'octroi conditionne le versement des allocations familiales en vertu des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

d) les enfants de personnes exclues du bénéfice de prestations sociales de remplacement, attributaires d'allocations familiales en vertu des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

e) les enfants de personnes percevant des prestations familiales garanties instituées par la loi du 20 juillet 1971;

f) les enfants de réfugiés politiques ou de travailleurs frontaliers;

— loi du 26 juillet 1996 : la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité;

N. 97 — 2135

[S — C — 97/22672]

2 SEPTEMBER 1997. — Bijzonder reglement betreffende het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 tot vaststelling van de wijze waarop het Fonds voor Collectieve Uitrusting en Diensten de opbrengst van de ontvangen bijdragen toewijst aan de toekenning van subsidies voor projecten voor de opvang van kinderen van 2,5 tot 12 jaar en sommige projecten voor de opvang van kinderen van 0 tot 3 jaar

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en lot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, met name op artikel 7, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid, met name op artikel 8, § 1, lid 3;

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, met name op artikel 107, § 1, 1^o, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 en door de wet van 29 december 1990, en op artikel 107, § 2, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 tot vaststelling van de wijze waarop het Fonds voor Collectieve Uitrusting en Diensten de opbrengst van de ontvangen bijdragen toewijst aan de toekenning van subsidies voor projecten voor de opvang van kinderen van 2,5 tot 12 jaar en sommige projecten voor de opvang van kinderen van 0 tot 3 jaar,

Beslist het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- de Minister : de Minister van Sociale Zaken;
- Rijksdienst : de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers;
- Beheerscomité : het Beheerscomité van de Rijksdienst;
- Adviescommissie : Commissie opgericht in het Beheerscomité en samengesteld uit vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties, van de werknemersorganisaties en van alle andere organisaties en het Algemeen Bestuur;

— Werknemerskinderen :

a) kinderen van werknemers van wie de werkgever uit hoofde van hun tewerkstelling de bijdrage betaalt bedoeld in artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 of een bijdrage ten belope van een gelijkwaardig bedrag voor hetzelfde doel;

b) kinderen van werknemers van wie de werkgever geheel of ten dele ontrokken aan de betaling van die bijdragen op grond van artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 27 januari 1997;

c) kinderen van personen die een sociale vervangingsuitkering ontvangen op grond waarvan kinderbijslag betaald kan worden krachtens de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

d) kinderen van personen die uitgesloten zijn van sociale vervangingsuitkeringen, die recht verkrijgen op kinderbijslag krachtens de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

e) kinderen van personen die de gewaarborgde gezinsbijslag ontvangen ingesteld door de wet van 20 juli 1971;

f) kinderen van politieke vluchtelingen en grensarbeiders;

— wet van 26 juli 1996 : de wet van 26 juli tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen;

— arrêté royal du 27 janvier 1997 : l'arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour la promotion de l'emploi en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

— L'arrêté : arrêté royal du 19 août 1997 fixant les modalités selon lesquelles le Fonds d'Équipements et de Services collectifs affecte le produit des cotisations perçues à l'octroi de subventions à des projets d'accueil d'enfants âgés de 2,5 à 12 ans et à certains projets d'accueil d'enfants âgés de 0 à 3 ans;

— Fonds : le Fonds d'équipements et de services collectifs visé à l'article 107 des lois coordonnées;

— règlement spécial : le règlement spécial visé à l'article 107, § 3, des lois coordonnées;

— promoteur : la personne morale qui introduit le projet d'accueil d'enfants;

— frais de fonctionnement : les frais directement liés à l'accueil d'enfants à l'exception des dépenses de charge salariale;

— charge salariale : la charge salariale au sens de l'arrêté;

— année de référence : les quatre trimestres précédents le trimestre concerné par la subsidiation.

Art. 2. § 1^{er}. Les projets d'accueil visés à l'article 2 de l'arrêté sont les projets d'accueil d'enfants de 2,5 à 12 ans et de 0 à 3 ans qui répondent aux caractéristiques suivantes :

a) l'accueil extrascolaire : accueil d'enfants de 2,5 à 12 ans de familles de travailleurs salariés en dehors des heures scolaires.

Dans ce cadre, les structures d'accueil doivent être ouvertes au minimum 5 jours par semaine pendant au moins 25 heures par semaine et doivent en outre organiser un accueil pendant au moins 9 heures par jour durant au moins la moitié des vacances scolaires.

Le promoteur du projet et la localisation de l'accueil organisé pour tous réseaux scolaires confondus, doivent être situés en dehors des structures scolaires des écoles. Le promoteur peut cependant soumettre à la Commission consultative une proposition motivée démontrant que les caractéristiques de l'accueil, des locaux et de la localisation du projet, justifient un accueil organisé dans une école. Le Comité de gestion jugera de la recevabilité de la proposition sur base de l'avis de la Commission consultative;

b) l'accueil d'enfants malades : accueil d'enfants de 0 à 12 ans de familles de travailleurs salariés qui, en raison de leur état de santé, ne peuvent être accueillis dans les structures les recevant habituellement. Cet état de santé doit être confirmé par un certificat médical;

c) l'accueil flexible : accueil d'enfants de 0 à 12 ans de familles de travailleurs salariés avant 7 heures le matin et après 18 heures le soir pendant les jours ouvrables de la semaine et l'accueil durant les week-ends. La nécessité d'accueil flexible doit être justifiée par une attestation de l'employeur, par le contrat de travail ou par la grille horaire. Le projet doit prouver une offre d'au moins 15 heures d'accueil dans la période définie comme flexible;

d) l'accueil d'urgence : accueil d'enfants de 0 à 3 ans de familles de travailleurs salariés pour les jours pour lesquels les parents demandeurs d'emploi prouvent qu'ils ont sollicité un emploi ou qu'ils suivent une formation professionnelle dans une institution reconnue, ou pendant leur réinsertion professionnelle (6 mois au maximum).

§ 2. Les projets visés à l'article 3 de l'arrêté doivent être accessibles aux enfants de travailleurs salariés, sans conditions restrictives.

§ 3. Les projets visés à l'article 2 de l'arrêté concernent les projets d'accueil d'enfants de familles de travailleurs salariés dont l'octroi de subventions est limité aux charges salariales fixées à l'article 8 et aux frais de fonctionnement fixés à l'article 9 du présent règlement spécial.

Art. 3. L'intervention visée à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté est accordée sur la base des critères suivants :

a) Les promoteurs de projets d'accueil visés à l'article 2 de l'arrêté doivent fournir à l'Office, sous peine de forclusion au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice, un état récapitulatif des journées de présence d'enfants de travailleurs salariés, du nombre de jours d'ouverture, du nombre de membres du personnel, de leur niveau d'études et professionnel et un état récapitulatif des dépenses et recettes totales du projet suivant le modèle fixé par le Comité de gestion et visé à l'article 8 de l'arrêté.

— koninklijk besluit van 27 januari 1997 : het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

— Het besluit : koninklijk besluit van 19 augustus 1997 tot vaststelling van de wijze waarop het Fonds voor Collectieve Uitrusting en Diensten de opbrengst van de ontvangen bijdragen toewijst aan de toekenning van subsidies voor projecten voor de opvang van kinderen van 2,5 tot 12 jaar en sommige projecten voor de opvang van kinderen van 0 tot 3 jaar;

— Fonds : het Fonds voor Collectieve Uitrusting en Diensten bedoeld in artikel 107 van de gecoördineerde wetten;

— bijzonder reglement : het reglement bedoeld in artikel 107, § 3, van de gecoördineerde wetten;

— promotor : de rechtspersoon die het project inzake kinderopvang indient;

— werkingskosten : de kosten die in direct verband staan met de kinderopvang, de uitgaven voor de loonkosten uitgezonderd;

—loonlast : de loonkosten naar de zin van dit besluit;

— referentiejaar : de laatste vier kwartalen voorafgaande aan het betrokken subsidiekwartaal.

Art. 2. § 1. De opvangprojecten bedoeld in artikel 2 van het besluit zijn projecten voor opvang van kinderen van 2,5 tot 12 jaar en van 0 tot 3 jaar die beantwoorden aan de volgende kenmerken :

a) buitenschoolse opvang : opvang van werknemerskinderen van 2,5 tot 12 jaar buiten de schooltijden.

In dit verband moeten de opvangvoorzieningen per week ten minste 5 dagen zijn geopend gedurende ten minste 25 uren. Daarnaast moet er minstens gedurende de helft van de schoolvakanties minstens 9 uren per dag opvang georganiseerd worden.

De promotor van het project en de vestigingsplaats van de opvang die voor alle schoolnetten samen wordt georganiseerd moeten zich buiten de onderwijsstructuren van de scholen bevinden. De promotor kan echter aan de Adviescommissie een gemotiveerd voorstel voorleggen waarmee wordt aangetoond dat de kenmerken van de opvang, de opvangruimten en de vestigingsplaats, een opvang in een school verantwoorden. Het Beheerscomité oordeelt over de ontvankelijkheid van het voorstel op grond van het advies van de Adviescommissie;

b) opvang van zieke kinderen : de opvang van kinderen van 0 tot 12 jaar uit werknemersgezinnen die wegens hun gezondheidstoestand niet in hun gebruikelijke opvangvoorziening kunnen opgevangen worden. Deze gezondheidstoestand wordt met een attest van de dokter gestaafd;

c) flexibele opvang : de opvang van kinderen van 0 tot 12 jaar uit werknemersgezinnen vóór 7 uur 's morgens en na 18 uur 's avonds tijdens de werkdagen van de week en de opvang tijdens de week-ends. De noodzaak aan flexibele opvang moet bewezen worden met een attest van de werkgever, met het arbeidscontract of met een werkrooster. Het project moet een aanbod staven van ten minste 15 opvanguren tijdens de periode die als flexibel gedefinieerd werd;

d) urgentie-opvang : de opvang van kinderen van 0 tot 3 jaar uit werknemersgezinnen voor de dagen waarvoor de werkzoekende ouders een sollicitatiebewijs kunnen voorleggen of bewijzen dat ze een beroepsopleiding volgen bij een daartoe erkende instelling of bij herintreding in het beroepsleven (ten hoogste 6 maanden).

§ 2. De in artikel 3 van het besluit bedoelde projecten moeten toegankelijk zijn voor werknemerskinderen zonder beperkende voorwaarden.

§ 3. De in artikel 2 van het besluit bedoelde projecten zijn opvangvoorzieningen voor kinderen uit werknemersgezinnen waarvoor de subsidiëring beperkt wordt tot de loonkosten bepaald in artikel 8 en tot de werkingskosten bepaald in artikel 9 van dit bijzonder reglement.

Art. 3. De in artikel 3, § 1, van het besluit bedoelde tegemoetkoming wordt verleend op grond van volgende voorwaarden :

a) De promotoren van projecten voor opvang bedoeld in artikel 2 van het besluit verschaffen de Rijksdienst op straffe van verval van rechten tegen uiterlijk 31 januari van het jaar volgend op het dienstjaar een verzamelstaat van de aanwezigheidsdagen van werknemerskinderen, het aantal openingsdagen, het aantal personeelsleden, hun studie- en beroepsopleiding en een verzamelstaat van de totale uitgaven en inkomsten van het project volgens het door het Beheerscomité bepaalde model bedoeld in artikel 8 van het besluit.

b) L'intervention pour l'accueil visée à l'article 2 de l'arrêté ne peut être cumulée avec des interventions accordées pour le même type d'accueil dans le cadre de l'arrêté royal du 25 septembre 1974, en ce qui concerne les institutions de garde d'enfants de 0 à 3 ans, ou dans le cadre de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 en ce qui concerne l'accueil d'enfants en dehors des heures régulières de travail et l'accueil d'enfants malades.

c) Les interventions du Fonds d'équipements et de services collectifs ne sont accordées qu'à titre de financement complémentaire pour les frais de fonctionnement et les charges salariales qui ne sont pas financées par une autre source de financement à laquelle le promoteur doit faire appel en priorité.

Art. 4. Les avances visées à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté sont versées selon les critères suivants :

a) Sous peine de forclusion, les promoteurs qui ont signé une convention avec l'Office sont tenus de communiquer à l'Office, au plus tard 30 jours après l'expiration de chaque trimestre, le nombre de journées de présence d'enfants de travailleurs salariés, le nombre de jours d'ouverture, le nombre de membres du personnel, le niveau de formation et leur fonction ainsi qu'un aperçu financier.

b) Le montant des avances trimestrielles est calculé à raison de 80 % du montant de la subvention pouvant être accordée sur la base de l'état récapitulatif de l'année visé à l'article 8 de l'arrêté, soit 80 % des frais de fonctionnement visés à l'article 6, § 2, de l'arrêté par trimestre et 80 % de la charge salariale pour la fonction visée à l'article 6, § 2, de l'arrêté exercée durant la période de référence et est payé par anticipation au début de chaque trimestre.

Art. 5. Le promoteur d'un projet visé à l'article 3, § 2, de l'arrêté doit satisfaire aux conditions énoncées ci-après :

a) fournir la preuve de l'occupation de personnel contractuel à l'aide du registre du personnel et des contrats de travail. On entend par personnel contractuel, le personnel occupé sous un statut conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, à l'exclusion des étudiants;

b) fournir la preuve d'un certificat de bonne vie et moeurs pour chaque membre du personnel;

c) fournir la preuve de l'accueil d'enfants de travailleurs salariés.

Art. 6. § 1^{er}. Les projets d'accueil visés à l'article 2 et renseignés à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté doivent être présentés à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, Fonds d'équipements et de services collectifs, rue de Trèves 70, à 1000 Bruxelles, au moyen d'un formulaire de demande, et ce, sous peine de forclusion au plus tard le 31 janvier de l'exercice. Pour les nouvelles demandes, la subvention est due au plus tôt à dater du 4e mois suivant celui de la demande.

La Commission consultative émet à l'attention du Comité de gestion une proposition sur la recevabilité du projet d'accueil si possible après réception de l'avis d'opportunité du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation ou de la Commission paritaire du secteur et en tenant compte de l'avis visé à l'article 3, § 2, de l'arrêté.

§ 2. La demande de subside mentionne tous les renseignements au sens de l'article 4, § 2, de l'arrêté, ainsi que tous les éléments devant permettre au Comité de gestion d'établir le calcul de l'intervention, de même que l'engagement de respecter toutes les obligations légales et réglementaires.

Art. 7. Les membres du personnel mentionnés à l'article 5 de l'arrêté doivent être occupés à titre supplémentaire par le promoteur. Sont considérés comme occupés à titre supplémentaire, les travailleurs engagés par contrat de travail à dater du 1^{er} janvier 1994.

La disposition de l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable pour le personnel recruté dans le cadre des arrêtés d'exécution des lois des 29 décembre 1990, 10 juin 1993 et 3 avril 1995.

Le contrat de travail peut être éventuellement cumulé avec des contrats de travail chez d'autres employeurs pour autant que la durée normale d'un temps plein ne soit pas excédée.

Art. 8. a) La charge salariale visée à l'article 6, § 2, de l'arrêté est la charge salariale supportée par le promoteur du projet d'accueil visé à l'article 2 de l'arrêté, limitée aux barèmes applicables pour une même fonction dans les services publics fédéraux.

b) De tegemoetkoming voor de opvang bedoeld in artikel 2 van het besluit kan niet gecumuleerd worden met tegemoetkomingen verleend voor hetzelfde soort opvang in het kader van het koninklijk besluit van 25 september 1974, voor bewaarinstellingen voor kinderen van 0 tot 3 jaar, of in het kader van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 voor kinderopvang buiten de gewone werktijden en voor de opvang van zieke kinderen.

c) De tegemoetkomingen uit het Fonds voor Collectieve Uitrusting en Diensten worden maar verleend als aanvullende financiering voor de werkingskosten en de loonlasten die niet door een andere bron gefinancierd zijn waarop de promotor bij voorrang een beroep moet doen.

Art. 4. De voorschotten bedoeld in artikel 3, § 1, lid 2, van het besluit worden gestort op grond van volgende criteria :

a) Op straffe van verval van rechten zijn de promotoren die een overeenkomst hebben ondertekend met de Rijksdienst ertoe gehouden uiterlijk 30 dagen na afloop van elk kwartaal, aan die Rijksdienst het aantal aanwezigheidsdagen van werknemerskinderen, het aantal openingsdagen, het aantal personeelsleden, hun opleidingsniveau, hun functie alsmede een financieel overzicht mee te delen.

b) Het bedrag van de kwartaalvoorschotten wordt berekend op basis van 80 % van het bedrag van de subsidie die verleend kan worden op grond van de verzamelstaat bedoeld in artikel 8 van het besluit, namelijk 80 % van de in artikel 6, § 2, van het besluit vermelde werkingskosten per kwartaal en 80 % van de loonkosten voor de in de referentieperiode uitgeoefende functie bedoeld in artikel 6, § 2, van het besluit en wordt vooruitbetaald bij het begin van elk kwartaal.

Art. 5. De promotor van een in artikel 3, § 2, van het besluit bedoeld project moet voldoen aan de volgende vereisten :

a) het bewijs leveren van tewerkstelling van contractueel personeel aan de hand van de personeelslijst en arbeidsovereenkomsten. Onder contractueel personeel wordt verstaan het personeel tewerkgesteld onder een statuut conform de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst, met uitsluiting van studenten;

b) voor elk personeelslid een bewijs van goed zedelijk gedrag bezorgen;

c) het bewijs leveren van opvang van werknemerskinderen.

Art. 6. § 1. De opvangprojecten bedoeld in artikel 2 en vermeld in artikel 4, § 1, van het besluit moeten worden ingediend bij de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, Fonds voor Collectieve Uitrusting en Diensten, Trierstraat 70, te 1000 Brussel, aan de hand van een aanvraagformulier en uiterlijk op 31 januari van het dienstjaar, op straffe van verval van rechten. Voor de nieuwe aanvragen is de subsidie ten vroegste verschuldigd vanaf de 4e maand volgend op die van de aanvraag.

De Adviescommissie doet ten behoeve van het Beheerscomité een voorstel over de ontvankelijkheid van het opvangproject, zo mogelijk na ontvangst van het opportunitetsadvies van het Subregionale Tewerkstellingscomité of het paritair comité van de sector en rekening houdend met het advies zoals vermeld in artikel 3, § 2, van het besluit.

§ 2. De subsidie-aanvraag moet alle in artikel 4, § 2, van het besluit bedoelde gegevens bevatten, alsook alle gegevens die het Beheerscomité in staat moeten stellen de berekening van het bedrag van de tegemoetkoming te bepalen en daarnaast de verbintenis tot het naleven van alle wettelijke en bestuursrechtelijke verplichtingen.

Art. 7. De in artikel 5 van het besluit vermelde personeelsleden moeten bij de promotor bijkomend tewerkgesteld worden. Worden geacht als zijnde bijkomend tewerkgesteld de werknemers aangeworven met een arbeidsovereenkomst ingaande vanaf 1 januari 1994.

De bepaling van lid 1 geldt niet voor het personeel aangeworven in het bestek van de uitvoeringsbesluiten van de wetten van 29 december 1990, 10 juni 1993 en 3 april 1995.

De arbeidsovereenkomst mag eventueel gecombineerd worden met contracten bij andere werkgevers voor zover de normale voltijdse arbeidsduur niet overschreden wordt.

Art. 8. a) De loonkosten bedoeld in artikel 6, § 2, van het besluit zijn de loonkosten ten laste van de promotor van het opvangproject bedoeld in artikel 2 van het besluit, beperkt tot de loonschalen voor een zelfde ambt in de federale overheidsdiensten.

La charge salariale comprend le montant mensuel brut limité aux barèmes fédéraux et les cotisations patronales réellement versées, ainsi que la prime de fin d'année, le pécule de vacances, les prestations dans le cadre des heures irrégulières calculés selon les obligations légales fixées par le cadre sectoriel sur base du salaire nominal brut fédéral.

b) Une enveloppe pour la subsidiation de la charge salariale est affectée au projet selon les normes d'encadrement suivantes, basées sur l'occupation moyenne "en tenant compte de 220 jours d'ouverture par année" au cours de l'année de référence :

1° Pour les projets d'accueil extrascolaire, d'accueil d'urgence et d'accueil flexible comme prévus à l'article 2, § 1^{er}, a), c) et d), du présent règlement et pour autant qu'ils accueillent au moins 16 enfants de travailleurs salariés en moyenne :

- 2 accompagnateurs ou accompagnatrices équivalent temps plein, plus 1/2 accompagnateur ou 1/2 accompagnatrice (max. niv. 2) par 4 enfants supplémentaires accueillis, peut être attribué;

- 1 poste de coordination (max. niv. 2+) selon l'échelle suivante d'enfants de travailleurs salariés accueillis :

30 enfants de trav. salariés : 1 coordinateur;

100 enfants de trav. salariés : 2 coordinateurs;

200 enfants de trav. salariés : 3 coordinateurs;

300 enfants de trav. salariés : 4 coordinateurs;

400 enfants de trav. salariés : 5 coordinateurs;

600 enfants de trav. salariés : 6 coordinateurs;

800 enfants de trav. salariés : 7 coordinateurs;

1000 enfants de trav. salariés et plus : 8 coordinateurs;

- 1 coordinateur supplémentaire (max. niv. 1) par 500 enfants accueillis;

- 1 commis ou rédacteur (max. niveau 2) par 500 enfants accueillis.

La charge salariale peut diminuer proportionnellement pour un accueil de moins de 30 enfants en ce qui concerne le coordinateur local et de moins de 500 enfants en ce qui concerne les postes de coordinateurs supplémentaires et de commis ou rédacteur.

2° Pour les projets d'accueil d'enfants malades prévus à l'article 2, § 1^{er}, b), du présent règlement :

- 1 coordinateur (max. niveau 2+) par 6 accompagnants et 1 coordinateur supplémentaire par tranche de 10 accompagnants;

- 1 accompagnant (max. niveau 2) par 150 journées effectives d'accueil d'enfants malades de familles de travailleurs salariés.

- Pour un enregistrement de moins de 150 journées d'accueil, la charge salariale est réduite proportionnellement.

Par dérogation à l'alinéa 2 du présent article, pour les projets d'accueil prévus à l'article 2, § 1^{er}, c), du présent Règlement un accompagnateur ou accompagnatrice est octroyé d'office.

L'octroi de ce premier accompagnateur ou accompagnatrice s'effectue en fonction des heures d'ouverture avant 7 heures le matin et après 18 heures le soir pendant les jours ouvrables de la semaine et durant les heures d'ouverture du week-end. L'octroi des accompagnateurs supplémentaires s'effectue au ratio de 1/2 accompagnateur ou 1/2 accompagnatrice pour 4 enfants accueillis. Par dérogation à l'alinéa 2 du présent article, pour les projets d'accueil prévus à l'article 2, § 1^{er}, d), du présent Règlement aucune obligation n'est prévue pour accueillir au moins 16 enfants de travailleurs salariés en moyenne. Il est prévu pour ces projets un encadrement de 1/2 accompagnateur (maximum niveau 2) pour 4 enfants accueillis.

c) Au cas où le nombre maximal autorisé de coordinateurs n'est effectivement pas atteint dans le cadre d'un projet donné, le solde de l'enveloppe maximale prévue pour la charge salariale des coordinateurs peut être utilisée par le promoteur pour occuper d'autres membres du personnel.

d) Les niveaux mentionnés aux points *b*) et *c*) ci-dessus correspondent aux niveaux prévus dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. L'accès à ces niveaux est lié aux exigences en matière de diplôme prévues dans cet arrêté royal. Les personnes pouvant produire un certificat de formation délivré par un service régional de l'emploi dans le cadre de l'une des fonctions types et les personnes qui travaillaient déjà dans le cadre du projet avant le 1^{er} avril 1997 sont censées satisfaire à ces conditions.

De loonkosten omvatten de brutomaandlonen beperkt tot de bovenvermelde federale loonschalen, de werkelijk gestorte werkgeversbijdragen en de eindejaarspremie, het vakantiegeld en de vergoedingen voor onregelmatige werktijden berekend volgens de wettelijke verplichtingen vastgesteld door het sectoriële kader op grond van het federale nominale bruto maandloon.

b) Aan het project wordt een subsidiebudget voor de loonkosten toegewezen volgens onderstaande personeelsnormen, uitgaande van een gemiddelde bezetting "rekening houdend met 220 openingsdagen per jaar" in de loop van het referentiejaar :

1° Voor projecten van buitenschoolse opvang, urgentie-opvang en flexibele opvang zoals vermeld in artikel 2, § 1, a), c) en d), van dit reglement en voor zover ze ten minste gemiddeld 16 kinderen van werknemers opvangen :

- 2 voltijdse begeleiders, + 1/2 begeleider (ten hoogste niveau 2) per 4 bijkomende opgevangen kinderen kunnen worden toegekend;

- 1 coördinatiebetrekking (ten hoogste niv. 2+) volgens de volgende schaal van opgevangen werknemerskinderen :

30 werknemerskinderen : 1 coördinator;

100 werknemerskinderen : 2 coördinatoren;

200 werknemerskinderen : 3 coördinatoren;

300 werknemerskinderen : 4 coördinatoren;

400 werknemerskinderen : 5 coördinatoren;

600 werknemerskinderen : 6 coördinatoren;

800 werknemerskinderen : 7 coördinatoren;

1000 werknemerskinderen of meer : 8 coördinatoren;

- 1 bijkomende coördinator (ten hoogste niv. 1) per 500 opgevangen kinderen;

- 1 klerk of bestuursassistent (ten hoogste niv. 2) per 500 opgevangen kinderen.

De loonkosten kunnen evenredig verminderen voor een opvang van minder dan 30 kinderen voor de plaatselijke coördinator en van minder dan 500 kinderen voor de betrekkingen van de bijkomende coördinatoren en van klerk of bestuursassistent.

2° Voor projecten van opvang van zieke kinderen zoals vermeld in artikel 2, § 1, b), van dit reglement :

- 1 coördinator (ten hoogste niveau 2+) per 6 begeleiders en 1 coördinator extra per 10 begeleiders;

- 1 begeleider (ten hoogste niveau 2) per 150 werkelijke opvangdagen van zieke werknemerskinderen.

- Worden er minder dan 150 opvangdagen gepresteerd dan worden de loonkosten evenredig verminderd.

In afwijking op lid 2 van dit artikel wordt voor de projecten zoals vermeld in artikel 2, § 1, c), van dit reglement één begeleider toegewezen.

De toekenning van deze eerste begeleider gebeurt op grond van het aantal openingsuren voor 7 uur 's morgens en na 18 uur 's avonds tijdens de werkdagen van de week en de openingsuren tijdens het week-end. De toekenning van de bijkomende begeleiders gebeurt naar rato van 1/2 begeleider per 4 opgevangen kinderen. In afwijking op lid 2 van dit artikel wordt voor de projecten zoals vermeld in artikel 2, § 1, d), van dit reglement geen verplichting opgelegd om gemiddeld minimaal 16 werknemerskinderen op te vangen. Voor deze projecten wordt 1/2 begeleider (max. niveau 2) toegekend per schijf van 4 opgevangen kinderen.

c) In geval het maximaal toegestane aantal coördinatoren binnen het bestek van een gegeven project feitelijk niet bereikt wordt, kan de promotor het saldo van dit maximumbudget voor de loonkosten van de coördinatoren gebruiken om andere personeelsleden in dienst te nemen.

d) De in bovenvermelde punten *b*) en *c*) vermelde niveaus stemmen overeen met het niveau vermeld in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel. De toegang tot deze niveaus wordt gekoppeld aan de diplomavereisten zoals vermeld in dit koninklijk besluit. Personen die een opleidingsattest kunnen voorleggen dat door de gewestelijke arbeidsbemiddelingsdienst in het kader van een van de typefuncties wordt afgeleverd en personen die reeds werkzaam waren in het project vóór 1 april 1997 worden geacht aan deze voorwaarden te voldoen.

e) Le promoteur peut cependant soumettre à l'Office une proposition motivée démontrant que les caractéristiques de l'accueil offert justifient l'occupation d'un niveau supérieur au niveau stipulé au point b). Le Comité de gestion jugera du caractère valable de la proposition.

f) Un taux moyen d'occupation en dessous de 80 % du degré d'occupation de référence sur la base duquel un encadrement déterminé est accordé, implique une diminution proportionnelle des subsides dans la charge salariale.

Un taux d'occupation trimestriel moyen de plus de 120 % du taux d'occupation de référence implique une majoration de l'encadrement du personnel jusqu'à ce niveau.

Art. 9. a) L'enveloppe des frais de fonctionnement est attribuée au promoteur à titre d'intervention financière limitée à 80 % en exécution de l'article 6, § 2, de l'arrêté.

b) La subsidiation des frais de fonctionnement s'opère en fonction du nombre de journées de présence d'enfants de travailleurs salariés en application des forfaits suivants par journée de présence de 3 heures au moins :

- 100 FB pour l'accueil extrascolaire visé à l'article 2, § 1^{er}, a), du présent règlement;
- 400 FB pour l'accueil d'enfants malades visé à l'article 2, § 1^{er}, b), du présent règlement;
- 100 FB pour l'accueil pendant les heures irrégulières de travail visé à l'article 2, § 1^{er}, c), du présent règlement;
- 250 FB pour l'accueil d'urgence visé à l'article 2, § 1^{er}, d), du présent règlement.

c) Ces montants sont réduits de moitié pour les journées d'accueil de moins de 3 heures.

d) Dans le cas où les frais de fonctionnement réels limités à 80 % sont inférieurs au montant obtenu en application des forfaits prévus aux points b) et c), la subsidiation sera basée sur les frais de fonctionnement réels limités à 80 % étant entendu que les frais pour les jouets et le matériel didactique ne peuvent être supérieurs à 20 % des frais de fonctionnement totaux.

e) Pour l'application des articles 8 et 9 du présent Règlement, les promoteurs doivent tenir un registre de présence par activité d'accueil mentionnée à l'article 2 du présent règlement, et ce, suivant le modèle approuvé par le Comité de gestion.

Art. 10. a) Les revenus propres à l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté sont évalués sur base des forfaits suivants par journée de présence de 3 heures au moins :

- 150 FB pour l'accueil extrascolaire visé à l'article 2, § 1^{er}, a), du présent règlement;
- 400 FB pour l'accueil d'enfants malades visé à l'article 2, § 1^{er}, b), du présent règlement;
- 150 FB pour l'accueil pendant les heures irrégulières de travail visé à l'article 2, § 1^{er}, c), du présent règlement;
- 250 FB pour l'accueil d'urgence visé à l'article 2, § 1^{er}, d), du présent règlement.

b) Ces montants sont réduits de moitié pour les journées d'accueil de moins de 3 heures.

c) Les montants susmentionnés peuvent être réduits de moitié si la situation financière des parents le justifie. Le pouvoir organisateur peut octroyer le tarif social si le montant imposable annuel cumulé est inférieur au montant du régime appliqué pour les veufs, invalides, pensionnés et orphelins (V.I.P.O.).

d) Les montants susmentionnés dans les points a) et b) sont réduits de manière dégressive en fonction de la composition du ménage et appliqués de la manière suivante :

- 1^{er} enfant : 100 %;
- 2e enfant : 50 %;
- 3e enfant et suivants : 25 %.

Ces réductions ne sont pas cumulables avec le régime (V.I.P.O.) visé au point c).

e) Les revenus propres seront affectés initialement aux 20 % des frais de fonctionnement pour lesquels l'arrêté royal ne prévoit pas d'intervention.

e) De promotor kan echter aan de Rijksdienst een gemotiveerd voorstel voorleggen waarin hij bewijst dat de karakteristieken van de aangeboden opvang een tewerkstelling van een hoger niveau dan het in het punt b) vermelde niveau rechtvaardigen. Het Beheerscomité oordeelt over de geldigheid van het voorstel.

f) Een gemiddelde bezettingsgraad beneden 80 % van de referentiebezettingsgraad op basis waarvan een bepaalde personeelsbezetting wordt toegestaan, brengt mee dat de subsidies in de loonkosten evenredig verlaagd worden.

Een gemiddelde trimestriële bezettingsgraad boven 120 % van de referentiebezettingsgraad brengt een verhoging van de personeelsbezetting mee tot op dit niveau.

Art. 9. a) Het budget voor de werkingskosten wordt aan de promotor toegewezen bij wijze van tegemoetkoming beperkt tot 80 % ter uitvoering van artikel 6, § 2, van het besluit.

b) De subsidiëring van de werkingskosten gebeurt volgens het aantal aanwezigheidsdagen van werknemerskinderen met toepassing van volgende forfaits per aanwezigheidsdag van ten minste 3 uren :

- 100 BF voor de buitenschoolse opvang bedoeld in artikel 2, § 1, a), van dit reglement;

- 400 BF voor de opvang van zieke kinderen van artikel 2, § 1, b), van dit reglement;

- 100 BF voor de opvang tijdens onregelmatige werktijden bedoeld in artikel 2, § 1, c), van dit reglement;

- 250 BF voor de urgentie-opvang bedoeld in artikel 2, § 1, d), van dit reglement.

c) Voor opvangdagen van minder dan 3 uren werden deze bedragen gehalveerd.

d) Indien de reële werkingskosten beperkt tot 80 % lager zijn dan het bedrag verkregen door toepassing van de forfaits uit de punten b) en c) zal de subsidiëring gebeuren op basis van de reële werkingskosten beperkt tot 80 % met dien verstande dat de kosten voor speelgoed en didactisch materiaal niet hoger mogen zijn dan 20 % van de totale werkingskosten.

e) Voor de toepassing van artikel 8 en 9 van dit Reglement dienen de promotoren een aanwezigheidsregister per opvangactiviteit als vermeld in artikel 2 van dit reglement aan te leggen volgens het model goedgekeurd door het Beheerscomité.

Art. 10. a) De in artikel 6, § 1, van het besluit vermelde eigen inkomsten worden per aanwezigheidsdag van ten minste 3 uren volgens volgende forfaits aangerekend :

- 150 BF voor de buitenschoolse opvang bedoeld in artikel 2, § 1, a), van dit reglement;

- 400 BF voor de opvang van zieke kinderen bedoeld in artikel 2, § 1, b), van dit reglement;

- 150 BF voor de onregelmatige arbeidstijden bedoeld in artikel 2, § 1, c), van dit reglement;

- 250 BF voor de urgentie-opvang bedoeld in artikel 2, § 1, d), van dit reglement.

b) Deze bedragen worden gehalveerd voor de opvangdagen van minder dan 3 uren.

c) De bovenvermelde bedragen kunnen worden gehalveerd als dit wordt gewettigd door de financiële toestand van de ouders. De inrichtende macht kan het sociaal tarief verlenen wanneer het gecumuleerde jaarlijkse belastbare bedrag beneden het bedrag blijft van de regeling geldend voor weduwnaars, invaliden, gepensioneerden en wezen. (W.I.G.W.'s).

d) De bedragen vermeld onder de punten a) en b) worden degressief verminderd volgens het kindertal en als volgt toegepast :

1e kind : 100 %;

2e kind : 50 %;

3e kind en volgende kinderen : 25 %.

Deze kortingen mogen niet gecumuleerd worden met de W.I.G.W.-regeling bedoeld onder punt c).

e) De eigen inkomsten zullen eerst toegewezen worden aan 20 % van de werkingskosten waarvoor het koninklijk besluit niet in een tegemoetkoming voorziet.

Art. 11. L'intervention financière visée à l'article 6, § 2, de l'arrêté est obtenue en tenant compte de la charge salariale supportée par les promoteurs du projet d'accueil visé à l'article 2 de l'arrêté, limitée aux barèmes applicables dans les services publics fédéraux, renseignés à l'article 8 du présent règlement, et des frais de fonctionnement renseignés à l'article 9 du présent règlement, d'une part, et des avantages financiers, subventions, primes et revenus propres visés à l'article 10 du présent règlement, d'autre part.

Art. 12. Dans le cas où les dépenses globales octroyées en vertu du présent Règlement spécial excèdent les recettes globales prévues à l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 janvier 1997, la subvention des projets sera diminuée. Le Comité de gestion décidera des modalités de la diminution en tenant compte notamment des cofinancements, à l'exception des revenus propres.

Art. 13. Les modalités de remboursement des subsides visés à l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté sont fixées comme suit :

- a) sur simple demande écrite recommandée adressée au promoteur du projet par le Fonds d'équipements et de services collectifs de l'O.N.A.F.T.S.;
- b) dans les 30 jours;
- c) sur le compte financier à la Caisse générale d'épargne et de retraite S.A. n° 001-2122522-44 du Fonds d'équipements et de services collectifs, rue de Trèves 70, à 1000 Bruxelles.

Art. 14. Chaque promoteur est tenu :

- a) de fournir aux contrôleurs désignés par l'Office, à leur demande, tous les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission; il ne peut y avoir dispense de cette obligation pour un motif quelconque;
- b) de donner communication aux contrôleurs désignés par l'Office, à leur demande et sans déplacement, des registres, états, correspondances et autres documents dont la consultation leur serait utile pour s'acquitter de leur mission.

Art. 15. Le présent Règlement spécial entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Pour le Comité de gestion de l'O.N.A.F.T.S. :

La Présidente du Comité de gestion,
Bea CANTILLON

Approuvé le 2 septembre 1997.

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 11. De in artikel 6, § 2, van het besluit bedoelde tegemoetkoming wordt verkregen door rekening te houden met de loonkosten van de promotoren van de in artikel 2 van het besluit bedoelde opvangproject beperkt tot de loonschalen die van toepassing zijn in de federale openbare diensten zoals aangegeven in artikel 8 van dit reglement en de werkingskosten zoals aangegeven in artikel 9 van dit reglement enerzijds en de financiële voordelen, toelagen, premies en eigen inkomsten bedoeld in artikel 10 van dit reglement, anderzijds.

Art. 12. Indien de globale uitgaven in het kader van dit bijzonder reglement de globale inkomsten zoals vastgelegd in artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 overschrijden, zal de subsidiëring van de projecten verminderd worden. Het Beheerscomité beslist over de wijze van de vermindering rekening houdend met onder andere de co-financieringen, de eigen inkomsten uitgezonderd.

Art. 13. De in artikel 10, lid 2, van het besluit bedoelde wijze van terugbetaling van de subsidies vindt plaats als volgt :

- a) op eenvoudig aangetekend schriftelijk verzoek vanwege het Fonds voor Collectieve Uitrusting en Diensten van de R.K.W. aan de promotor van het project;
- b) binnen de 30 dagen;
- c) op rekening 001-2122522-44 van het Fonds voor Collectieve Uitrusting en Diensten, Trierstraat 70, te 1000 Brussel, bij Algemene Spaar- en Lijfrentekas N.V.

Art. 14. Elke promotor moet :

- a) aan de door de Rijksdienst aangewezen controles, op hun verzoek, alle inlichtingen verstrekken die zij nodig hebben om hun opdracht te vervullen; om generlei reden kan vrijstelling van deze verplichting worden verleend;
- b) aan de door de Rijksdienst aangewezen controles; op hun verzoek en zonder verplaatsing, inzage geven van de registers, staten, briefwisseling en andere bescheiden die zij voor het volbrengen van hun opdracht nuttig zouden kunnen raadplegen.

Art. 15. Dit Bijzonder Reglement treedt in werking op 1 januari 1998.

Voor het Beheerscomité van de R.K.W. :

De Voorzitster van het Beheerscomité,
Bea CANTILLON

Goedgekeurd op 2 september 1997.

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 2136

[C — 97/376]

27 MAI 1997. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux, en application des articles 38, 40, 41 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1^o et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux, en application des articles 38, 40, 41 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 2136

[C — 97/376]

27 MEI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekeren, met toepassing van de artikelen 38, 40, 41 en 49 van de wet van 26 juli 1996 houdende de modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de wettelijke pensioenstelsels

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1^o en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekeren, met toepassing van de artikelen 38, 40, 41 en 49 van de wet van 26 juli 1996 houdende de modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de wettelijke pensioenstelsels, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;